

Deloitte.



Au Canada, la surchauffe économique s'essouffle

Perspectives économiques | Juin 2023

Introduction

Après une année de volatilité, l'économie canadienne s'est montrée étonnamment résiliente, tandis que la forte croissance de la population, le resserrement du marché du travail, les prix élevés des marchandises et l'effet décalé de la hausse des taux d'intérêt ont tous contribué à soutenir la croissance. Si cela a préparé le terrain pour un contexte économique relativement calme à l'approche de l'été, des signes de ralentissement de la croissance se manifestent sur plusieurs fronts.

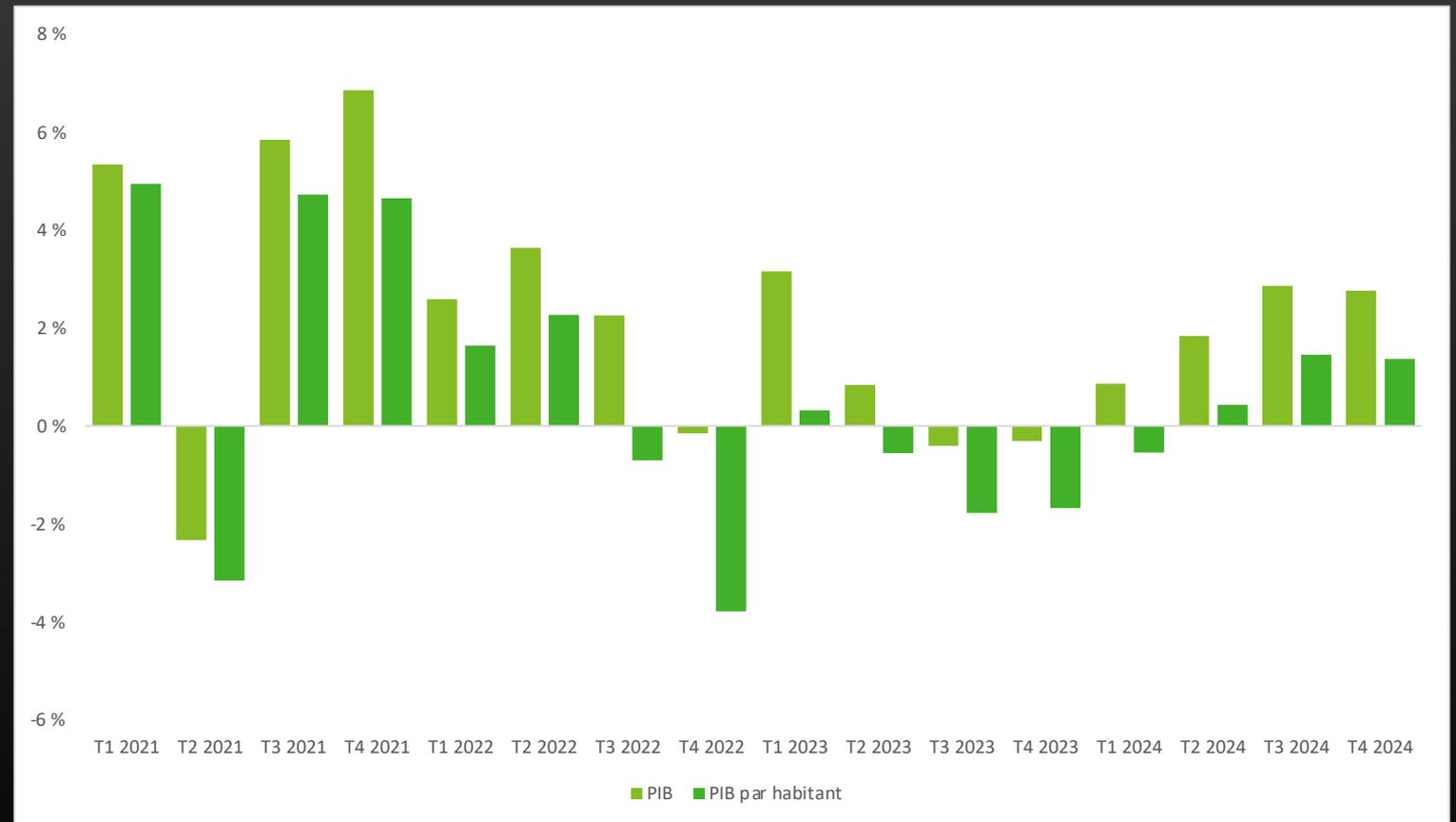
La croissance du PIB réel a créé la surprise au premier trimestre, avec une hausse très marquée de 3,1 %. De même, le marché du travail a continué d'être actif avec l'ajout de 231 000 emplois durant les trois premiers mois de l'année. La hausse du PIB en début d'année était attribuable à une augmentation démesurée en janvier. La croissance était faible en février et stable en mars, annonçant un ralentissement de la dynamique au début du deuxième trimestre de l'année. Le même phénomène a été observé au sein du marché du travail. En janvier, les gains d'emploi se sont chiffrés à 150 000, mais au cours des trois mois suivants, ils ont ralenti à un rythme mensuel moyen de 33 000 avant de reculer en mai.

Les pertes d'emploi en mai ont touché principalement les jeunes travailleurs, susceptibles d'être les premiers licenciés par les entreprises qui cherchent à réduire les coûts liés au personnel (même si, étant donné la volatilité des statistiques sur le marché du travail, il pourrait s'agir d'une baisse ponctuelle). Les dossiers d'insolvabilité, des accords juridiquement contraignants permettant aux gens de prolonger le délai de remboursement de dettes ou de réduire les sommes dues aux créanciers, ou les deux, chez les consommateurs sont un autre indicateur de faiblesse imminente. En mars 2023, les propositions aux consommateurs ont augmenté de près d'un tiers par rapport à l'an dernier, atteignant un niveau historiquement important, démontrant ainsi que les ménages sont de plus en plus fragilisés par le contexte des taux d'intérêt élevés. Ces propositions ont diminué en avril, mais demeurent substantielles, en hausse de près de 30 % par rapport à l'an dernier.

Introduction

Malgré les signes de ralentissement de la croissance, les perspectives économiques se sont améliorées relativement à ce que nous avons prévu au printemps, mais l'on ne peut pas en dire autant des facteurs fondamentaux qui devraient freiner la croissance. L'économie ne peut pas échapper aux effets de l'inflation élevée et du resserrement le plus rapide de la politique monétaire depuis des décennies, sans subir un ralentissement. La vague d'immigration soutenue empêchera la croissance de fléchir considérablement, sans toutefois empêcher le PIB réel de reculer légèrement au cours de la deuxième moitié de l'année. En fait, pour le PIB par habitant, nous envisageons une baisse de la production tandis que les ménages continuent de s'adapter au contexte des taux d'intérêt élevés. Selon nos attentes, le PIB réel devrait monter de 1,3 % cette année avant de passer à un rythme de croissance de 1,0 % en 2024.

Croissance du PIB réel



Sources : Deloitte; Statistique Canada.

Politiques budgétaires et monétaires

Politiques budgétaires et monétaires

La politique monétaire continuera d'être guidée par les perspectives d'inflation, qui sont établies en fonction d'un équilibre entre la demande et l'offre au sein de l'économie. Compte tenu de la vigueur économique observée au début de l'année, la Banque du Canada s'est dite préoccupée que l'inflation perdure, car elle a fait un léger bond en avril et les mesures de l'inflation fondamentale demeurent élevées. Sur cette toile de fond, la Banque a surpris les marchés avec une hausse de 25 points de base de son taux directeur lors de sa rencontre en juin. La prochaine annonce de la Banque est prévue en juillet, et nous nous attendons maintenant à ce qu'elle augmente ce taux à 5 % pour renforcer le message qu'elle demeure déterminée à ramener l'inflation au niveau cible de 2 %.

Nous estimons que ces hausses de taux sont axées sur les attentes des consommateurs à l'égard de l'inflation, pour faire en sorte que les ménages ne s'attendent pas à ce que l'inflation reste élevée indéfiniment. Ce contexte d'inflation élevée entraîne des demandes de salaires supérieurs et amène les entreprises à augmenter les prix pour tenir

compte de ces hausses, ce que l'on appelle parfois de l'inflation par augmentation salariale. En examinant les plus récentes données sur l'inflation, nous voyons des preuves que celle-ci commence déjà à ralentir; l'inflation hors alimentation était en hausse de 3,6 % en avril, une baisse importante comparativement à son sommet de 8,0 % en juin dernier. En fait, les facteurs qui ont le plus contribué aux pressions inflationnistes en avril sont les coûts de loyer et d'intérêt hypothécaire, qui continueront leur ascension étant donné la forte hausse des taux d'intérêt et le fait que la plupart des ménages n'ont pas encore ressenti les effets de la hausse des taux. Dans sa *Revue du système financier* (RSF) de 2023 publiée en mai, la Banque du Canada indique qu'environ le tiers des prêts hypothécaires avaient connu une majoration des versements par rapport à février 2022¹. Cela signifie que les deux tiers n'ont pas été touchés et que, par conséquent, les tensions exercées par les coûts d'intérêt hypothécaire continueront de s'accroître, mettant de la pression à la hausse sur l'inflation.

¹ Banque du Canada. [Revue du système financier – 2023](#), 18 mai 2023 (consulté le 13 juin 2023).

Politiques budgétaires et monétaires

Avec l'accumulation croissante d'indications de ralentissement économique, notre prévision suppose que la hausse de taux par la Banque du Canada en juillet sera la dernière de ce cycle de resserrement. Avec le léger fléchissement du PIB à la deuxième moitié de l'année et le recul de l'inflation sous la barre des 3 % d'ici la fin de l'année, la Banque sera en mesure de commencer à assouplir sa politique en 2024. En effet, dans sa RSF, cet assouplissement semble implicite. La Banque estime que la hausse des versements moyens des prêts hypothécaires à taux fixe renouvelés en 2025-2026 sera de 20 % à 25 %. Ce qui est très inférieur à l'augmentation de 49 % déjà subie en moyenne par les détenteurs d'une hypothèque à taux variable avant la dernière hausse de taux, laissant croire que les taux d'intérêt seront plus faibles en 2025.

Un scénario semblable devrait se dérouler aux États-Unis, où l'inflation persistante est susceptible d'amener la Réserve fédérale à hausser la cible de son taux des fonds fédéraux de 25 points de base en juillet, après une pause en juin. Cependant, le resserrement des conditions de crédit dans la foulée des faillites de banques de taille moyenne plus tôt cette année aide quelque peu à ralentir la demande de crédit, et la hausse de taux en juillet devrait être la dernière avant que la Réserve fédérale procède à son tour à des assouplissements l'an prochain.

Même si l'on s'attend à un alignement des politiques monétaires du Canada et des États-Unis, le dollar canadien devrait s'essouffler légèrement au troisième trimestre, alors que l'affaiblissement de l'économie mondiale favorisera l'afflux vers les États-Unis, contribuant ainsi à rehausser la valeur du dollar américain par rapport aux autres devises ailleurs dans le monde.

Selon les budgets présentés plus tôt cette année, nous nous attendons à ce que les politiques budgétaires procurent très peu de soutien économique à court terme, malgré le ralentissement de la croissance, alors que les gouvernements du pays cherchent à maintenir ou à rétablir leur équilibre budgétaire. Toute augmentation importante des dépenses devrait être destinée à des initiatives prioritaires telles que l'aide aux ménages à plus faible revenu et le soutien d'investissements qui permettront d'atteindre nos objectifs climatiques de 2030. Les dépenses publiques réelles combinées devraient croître à un rythme d'environ 1 % par année durant la période de 2023 à 2025.

Ménages et entreprises

Ménages

L'une des plus grandes surprises révélées par les récentes données économiques concerne les dépenses des ménages. Très étonnamment, au premier trimestre de 2023, les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 5,7 %. Il s'agissait d'une excellente nouvelle pour la croissance économique; par contre, ce qui a été révélé dans le rapport du PIB et qui a moins fait les manchettes, c'est que les revenus réels des ménages ont reculé de 6,5 % au premier trimestre. Cela signifie que la poussée des dépenses des ménages en début d'année a été soutenue par l'utilisation de l'épargne et l'accumulation de dettes. Après s'être établi en moyenne à 5,8 % au dernier trimestre de 2022, le taux d'épargne des ménages a plongé à 2,9 % au premier trimestre de cette année, soit le taux le plus faible depuis le début de la pandémie. Par ailleurs, des données d'Equifax démontrent que le solde des cartes de crédit des consommateurs a augmenté de 14,5 % sur 12 mois au premier trimestre, et que les détenteurs d'une hypothèque négligent d'effectuer des versements sur leurs emprunts non hypothécaires².

La hausse du niveau d'endettement, la réduction de l'épargne, l'inflation persistante et les paiements d'intérêts croissants ont entravé la capacité des ménages à soutenir la croissance économique, avant même que la

Banque du Canada augmente à nouveau les taux d'intérêt en juin. Alors que la Banque devrait hausser encore une fois les taux d'intérêt en juillet, nous nous attendons à ce que, pour le reste de 2023, les dépenses de consommation réelles demeurent essentiellement inchangées.

En ce qui a trait aux composantes des dépenses de consommation, nous nous attendons à ce que les effets des dépenses serrées des ménages se répercutent sur les dépenses en biens. En fait, les dépenses en biens devraient reculer modérément au cours des quatre prochains trimestres, en raison de la diminution des achats de biens sensibles aux taux d'intérêt comme les véhicules, les appareils électroménagers et le mobilier. Les dépenses en services continueront d'augmenter malgré le fait que les finances des consommateurs sont mises à rude épreuve, quoique plus lentement que lors de la reprise postpandémique. Des hausses sont à prévoir dans les services de logement (loyer), les services de voyages, les services de santé et les services personnels. Globalement, les dépenses de consommation réelles devraient augmenter de 2,2 % cette année et de 1,3 % en 2024.

² La Presse canadienne. [Credit card balances increase in first quarter as mortgage market slows, Equifax Canada says, The Globe and Mail](#), 6 juin 2023 (consulté le 14 juin 2023).

Ménages

Des données récentes suggèrent que le marché canadien de l'habitation a atteint son plus bas niveau au premier trimestre de 2023. Les ventes ont repris d'un mois à l'autre en avril et en mai et les prix ont commencé à se redresser, même si les deux demeurent inférieurs au niveau de l'an dernier. Nous nous attendons à ce que la demande s'atténue à court terme, alors que les effets des hausses de taux supplémentaires se font sentir. Sur le plan structurel, la demande de logements demeure très marquée au Canada, soutenue par un taux d'immigration élevé et le fait qu'une importante cohorte du millénaire a atteint l'âge où elle est la plus susceptible d'accéder au marché de l'habitation. Une forte demande sous-jacente et une transition vers l'assouplissement de la politique en 2024 devraient entraîner une augmentation de 3,4 % des investissements résidentiels l'an prochain, suivant un recul de 9,1 % en 2023.

Plus tôt cette année, le dynamisme du marché du travail a soutenu les dépenses des ménages face à la hausse des remboursements de dettes et à l'inflation. Cependant, le marché du travail devrait ralentir considérablement pendant le reste de l'année et amener le taux de chômage à 5,6 % d'ici la fin de l'année. La bonne nouvelle, c'est que nous ne prévoyons pas de baisse de l'emploi, alors que la population croît rapidement grâce à l'immigration.

Le nombre d'immigrants au Canada demeurera élevé, ce qui est attribuable aux nouvelles mesures d'immigration qui ont été mises en place en mai, notamment le traitement plus rapide des demandes de visa de résident temporaire (VRT) pour les conjoints demandeurs, de nouveaux outils de traitement entièrement consacrés aux conjoints demandeurs de VRT, un nouveau permis de travail ouvert pour les demandeurs de la catégorie des conjoints et de la famille et des prolongations de permis de travail ouverts expirant entre le 1^{er} août et la fin de 2023.

Les niveaux d'immigration élevés propulseront la croissance de la population à 2,4 % cette année. Il s'agit de la hausse la plus rapide de notre population selon les données qui remontent à 1961. Les gains d'emploi ne suivront pas le rythme du nombre de nouveaux arrivants; par conséquent, le taux de chômage augmentera à 5,6 % au début de 2024.

Entreprises

Grâce au maintien de la croissance économique mondiale au début de 2023, les exportations ont connu une remontée et sont sur la bonne voie pour atteindre un meilleur rendement cette année que ce que nous avons initialement prévu. L'un des principaux facteurs ayant mené à de meilleures perspectives sur le plan commercial est l'attente selon laquelle le ralentissement aux États-Unis ne sera pas aussi marqué que ce qui était redouté il y a quelques mois, alors que l'économie américaine connaîtra une progression de 1,1 % cette année et de 0,9 % en 2024. On s'attend plutôt à ce que la contraction de la production durant la deuxième moitié de cette année soit très superficielle et, par conséquent, la croissance des exportations ralentira, mais ne baissera pas d'ici la fin de cette année.

Les perspectives liées aux importations sont tributaires des dépenses des ménages et des intentions d'investissement des entreprises. Compte tenu des investissements et des dépenses plus modestes des ménages qui sont prévus pour la deuxième moitié de cette année, la croissance des importations devrait ralentir vers la fin de 2023 et le début de 2024. Dans l'ensemble, les importations reculeront de 0,1 % cette année, alors que les exportations devraient augmenter de 5,4 %, donnant lieu à une contribution importante du commerce net au PIB en 2023.

Les investissements des entreprises dans de nouvelles capacités seront modérés cette année, alors que celles-ci réduisent l'envergure de leur plan de dépenses en immobilisations face aux taux d'intérêt élevés et à l'affaiblissement de la demande. La plus récente enquête de la Banque du Canada sur les perspectives des entreprises³ indique que, si les problèmes dans les chaînes d'approvisionnement et les tensions sur le marché du travail s'améliorent progressivement, les entreprises demeurent préoccupées par les coûts à la hausse et le déclin possible de la croissance des ventes. L'augmentation de l'inflation a amené de nombreux travailleurs à s'attendre à une plus forte augmentation de salaire, ce qui fait croître les coûts d'exploitation. Qui plus est, le resserrement des conditions de financement attribuables au durcissement monétaire vigoureux de la Banque du Canada exerce des pressions sur le flux de trésorerie des entreprises. En ce qui concerne les ventes, bon nombre d'entreprises ont une vision pessimiste de la future croissance en raison des préoccupations liées à une éventuelle récession et à la réduction de la consommation des ménages issue de la hausse du coût de la vie. Ces facteurs auront des conséquences sur les investissements des entreprises dans les secteurs non liés à l'énergie.

³ Banque du Canada. [Enquête sur les perspectives des entreprises – premier trimestre de 2023](#), 3 avril 2023 (consulté le 14 juin 2023).

Entreprises

Les perspectives à court terme sont différentes en ce qui concerne l'énergie. En effet, c'est un investissement robuste dans le secteur minier qui a propulsé les investissements dans les structures au cours du premier trimestre. Selon la plus récente enquête annuelle de Statistique Canada sur les dépenses en immobilisations, les dépenses d'investissement dans le secteur pétrolier et gazier et le secteur minier devraient être le principal moteur de croissance des investissements non résidentiels des entreprises en 2023. L'Association canadienne des producteurs pétroliers prévoit également une hausse de 11 % des investissements dans le secteur pétrolier et gazier cette année, ce qui surpasse le niveau d'avant la COVID-19, même s'il demeure nettement inférieur au sommet de 2014⁴.

Malgré l'essor des investissements pétroliers et miniers à court terme, les dépenses d'investissement dans les projets d'oléoducs diminuent, alors que la réalisation des projets du gazoduc de Coastal GasLink et d'agrandissement du réseau de Trans Mountain tire à sa fin. Comme aucun nouveau projet important ne se profile à l'horizon, nous nous attendons à ce que les investissements dans les pipelines soient plus modestes pendant le reste de la décennie, ce qui exercera une pression à la baisse sur les perspectives d'investissement des entreprises.

Étant donné les incertitudes économiques, les taux d'intérêt élevés et le manque de confiance des entreprises, nous nous attendons à ce que la croissance des investissements réels des entreprises ralentisse au cours des deux années à venir, en affichant un gain de 1,6 % cette année et de 1,5 % l'an prochain.

⁴ La Presse canadienne. [Feels pretty good: Oil and gas investment in Canada to hit \\$40 billion in 2023, CAPP says](#), Financial Post, 2 mars 2023 (consulté le 14 juin 2023).

Perspectives provinciales

Perspectives provinciales

Les perspectives plus favorables observées à l'échelle nationale cette année se sont traduites par de meilleures perspectives pour les économies provinciales. On s'attend toujours à ce que les gains les plus importants soient affichés dans les provinces des Prairies, où les ressources naturelles et la forte croissance démographique stimulent la croissance. Des gains plus modestes devraient être enregistrés dans l'est du pays et en Colombie-Britannique, alors que le Québec et l'Ontario devraient connaître une croissance se rapprochant plus de la moyenne canadienne.

Les conditions économiques étaient difficiles à Terre-Neuve-et-Labrador l'an dernier, alors que la province a connu la seule baisse de production au pays. La croissance devrait rester modeste cette année, le redémarrage prévu de la production à Terra Nova ce printemps ayant supposément été remis à plus tard cette année, ce qui contribuera à rehausser la production l'an prochain. La résilience que nous observons dans les dépenses des ménages contribuera à soutenir le tourisme à l'Île-du-Prince-Édouard cette année, tout comme la croissance continue de la population. Tandis que les finances des ménages s'adaptent à la hausse des frais de service de la dette, le secteur du tourisme en subira les conséquences l'an prochain, contribuant au ralentissement de la croissance économique. L'économie du Nouveau-Brunswick devrait ralentir cette année, notamment en raison des fermetures des pêcheries de maquereaux et de harengs et du

fléchissement de la demande de produits de bois manufacturé, alors que le marché de l'habitation connaît un ralentissement partout en Amérique du Nord. En Nouvelle-Écosse, la croissance devrait être supérieure à la moyenne, propulsée par les plans de dépenses en capital du secteur public et une croissance vigoureuse de la population.

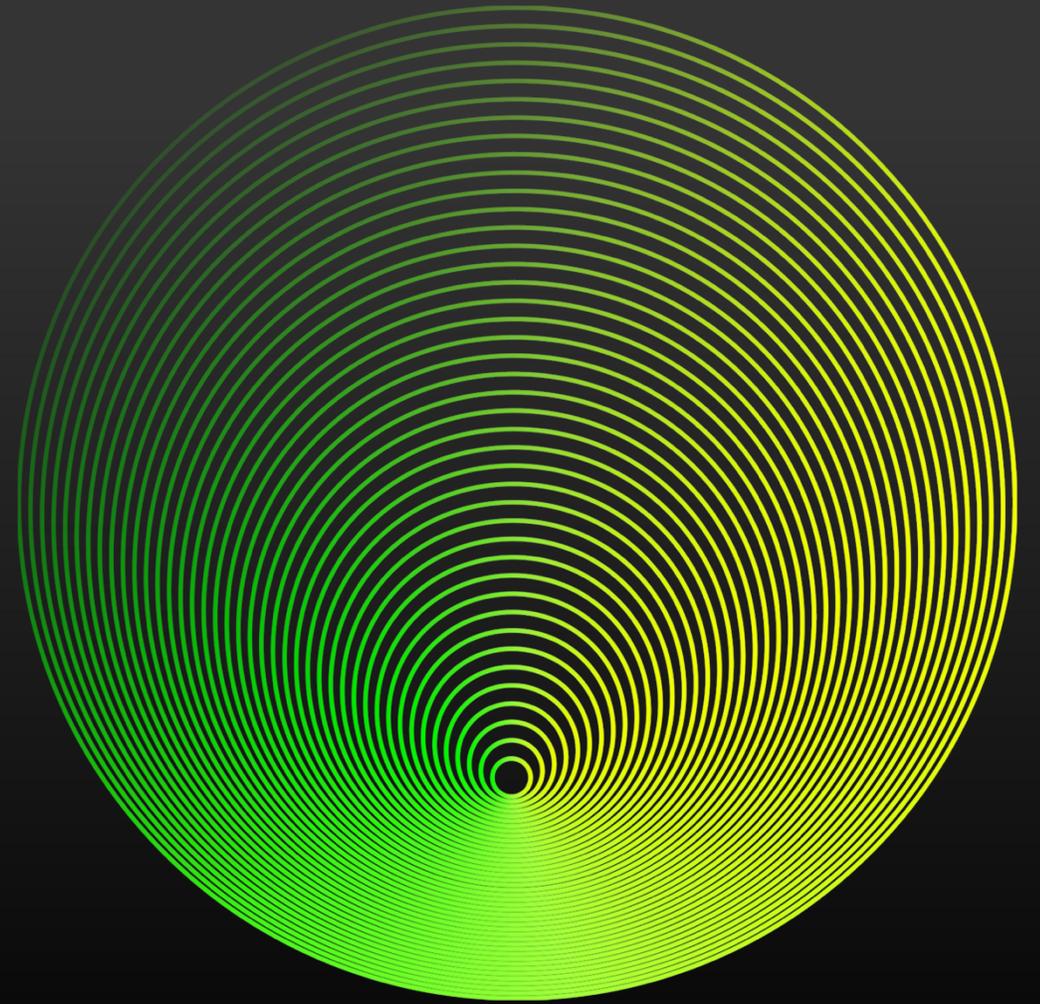
L'économie du Québec devrait afficher une croissance légèrement inférieure à la moyenne canadienne, alors qu'elle est confrontée à des problèmes d'approvisionnement qui limiteront sa capacité de croître plus rapidement que prévu. Les fermes intentions d'investissement non résidentiel contribueront à atténuer le recul dans les secteurs sensibles au ralentissement mondial (des secteurs de production de biens comme celui de la fabrication) et à la hausse des taux d'intérêt (habitation et ventes au détail).

L'économie de l'Ontario profite d'une quantité de nouveaux investissements dans les véhicules électriques, et la relance plus rapide que prévu du marché de l'habitation de la province aidera cette dernière à afficher une croissance de 1,5 % cette année. Cela dit, la croissance devrait ralentir l'an prochain, alors que les conséquences des taux d'intérêt plus élevés sur les ménages lourdement endettés de la province pèseront sur les dépenses de consommation.

Perspectives provinciales

Nos perspectives prévoient des taux de croissance très semblables à court terme pour la Saskatchewan et le Manitoba. Au Manitoba, l'excellent rendement des secteurs de la fabrication et de l'agriculture amplifie la croissance. De plus, les consommateurs de cette province sont moins endettés que dans les autres régions du pays, ce qui alimente la progression des dépenses de consommation, quoiqu'à un rythme plus lent que l'année dernière. En Saskatchewan, une vague d'investissements non résidentiels et l'intention d'augmenter la production de potasse et d'uranium stimulent la croissance; selon la province, la production de concentré de minerai d'uranium devrait presque doubler cette année par rapport à l'an dernier⁵.

L'Alberta est en bonne voie d'afficher la plus forte croissance économique cette année, tandis que de plus en plus de gens affluent vers la province et que la production de pétrole et de gaz s'intensifie. Les feux de forêt qui affligent toujours la province représentent un risque important de projections à la baisse, puisque certaines entreprises ont dû interrompre leurs activités de production. La croissance devrait ralentir l'an prochain, alors que les ménages très endettés limitent leurs dépenses et que le recul de la croissance mondiale affaiblit la demande de produits énergétiques.



⁵ Gouvernement de la Saskatchewan. [Saskatchewan second-largest global producer of uranium](#), 13 juin 2023 (consulté le 16 juin 2023).

Perspectives provinciales

La Colombie-Britannique connaîtra une période de faible croissance relativement à son rendement récent. Les ménages de la province sont les plus endettés au pays, ce qui pèsera sur les dépenses de consommation. De plus, les investissements non résidentiels ont eu des bienfaits économiques pendant des années dans la province, mais à mesure que d'importants projets tirent à leur fin, tels que l'agrandissement de l'oléoduc de Trans Mountain et les installations de LNG Canada, les perspectives de croissance diminuent.

Croissance du PIB réel par province (variation en pourcentage)

	2021	2022	2023 prév.	2024 prév.
Terre-Neuve-et-Labrador	0,6	-1,7	0,5	1,3
Île-du-Prince-Édouard	7,9	2,9	1,8	1,1
Nouvelle-Écosse	6,2	2,6	1,6	0,8
Nouveau-Brunswick	5,8	1,8	1,1	0,7
Québec	6,0	2,6	1,2	0,7
Ontario	5,1	3,6	1,5	1,1
Manitoba	1,7	3,9	1,9	1,7
Saskatchewan	-0,7	5,7	2,0	1,5
Alberta	4,9	5,1	2,1	1,3
Colombie-Britannique	6,2	3,6	1,3	1,0

Sources : Statistique Canada; prévisions de Deloitte.

Dernières observations

Dernières observations

L'économie orientée à la hausse continue de créer la surprise, soulevant des questions quant à savoir si la récession annoncée depuis longtemps se concrétisera. Pour tenter de répondre à cette question, il est important de réfléchir aux facteurs qui ont permis à l'économie de résister jusqu'ici. En 2022, la croissance économique était axée sur la reprise de la consommation et des investissements des entreprises. Les investissements des entreprises ont vu leur redressement retardé à l'issue de la pandémie; la croissance initiale a ralenti considérablement à la fin de l'an dernier et au début de cette année. Malgré les taux d'intérêt élevés et les préoccupations concernant les perspectives de croissance mondiale, les investissements devraient continuer d'augmenter pendant le reste de l'année, mais sans doute à un rythme modéré. Il revient donc aux consommateurs de soutenir la croissance.

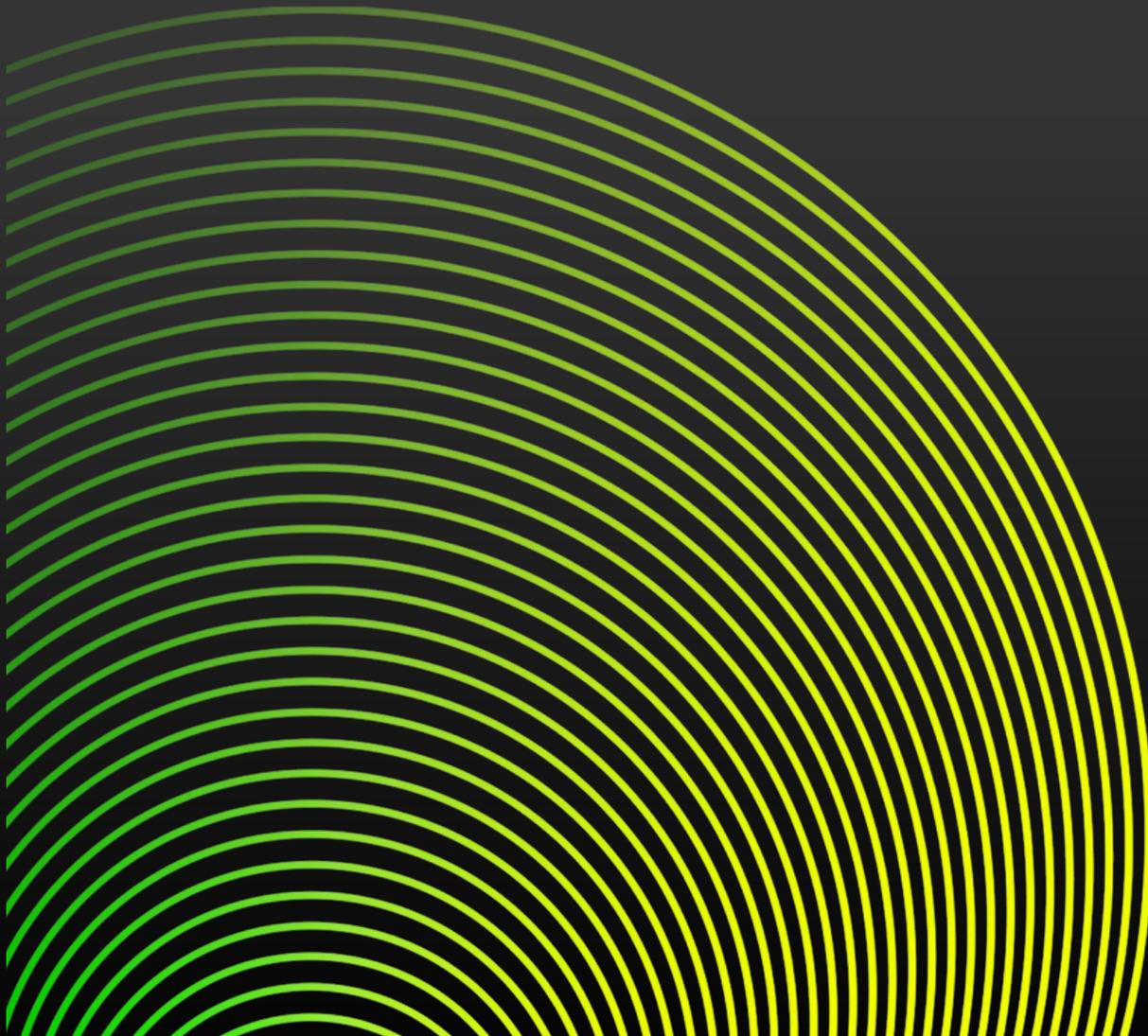
Les dépenses de consommation sont l'un des principaux moteurs de croissance économique depuis des années, notamment grâce à de l'argent à bon marché et à une forte croissance de la population. Si la forte croissance de la population va se poursuivre, l'argent à bon marché n'est plus accessible. Les ménages ont maintenu leurs dépenses jusqu'à maintenant en ayant recours aux économies accumulées durant la

pandémie et en retardant le paiement de principal sur leur dette hypothécaire. Mais le fait est qu'au premier trimestre, les paiements d'intérêts hypothécaires avaient augmenté de 69,7 % et que la capacité des détenteurs de dette à absorber cette hausse en réduisant les paiements de principal tire à sa fin, alors qu'ils atteignent leur taux limite et que l'amortissement a déjà été prolongé. Compte tenu des pressions exercées sur les finances des consommateurs, le scénario le plus plausible semble être une baisse, plutôt qu'une hausse, des dépenses.

Par contre, ces prévisions comportent certains risques qui pourraient faire pencher la balance, notamment :

- un resserrement monétaire plus marqué par rapport aux attentes
- une inflation qui perdure plus que prévu
- une détérioration de la confiance des consommateurs
- la possibilité que les pays en développement puissent éviter complètement la récession
- la possibilité que les consommateurs puissent échapper aux conséquences des frais élevés de service de la dette et continuer de dépenser

Dernières observations



Nos projections de référence pointent vers une légère récession de courte durée durant la deuxième moitié de cette année. Par contre, ces prévisions comportent certains risques qui pourraient faire pencher la balance, notamment un resserrement monétaire plus marqué par rapport aux attentes, une inflation qui perdure plus que prévu ou une détérioration de la confiance des consommateurs. Du côté positif, les pays en développement pourraient éviter complètement la récession, et les consommateurs pourraient échapper aux conséquences des frais élevés de service de la dette et continuer de dépenser. À ce stade-ci, nous entrevoyons le risque de basculer vers une plus faible croissance; mais il n'en demeure pas moins que la récession pourrait être complètement évitée.

Principaux indicateurs économiques

	2023				2024				2022	Prévision 2023	Prévision 2024
	T1	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.			
Activité économique réelle											
Produit intérieur brut	3,1	0,8	-0,4	-0,3	0,9	1,8	2,9	2,8	3,4	1,3	1,0
Dépenses de consommation des ménages	5,7	0,3	-0,1	0,0	1,2	2,1	2,9	3,4	4,8	2,2	1,3
• Biens durables	14,0	-0,1	-2,0	-4,4	-1,7	0,0	1,1	1,7	-2,3	4,1	-1,3
• Services	5,3	0,6	0,5	1,3	2,1	2,8	3,4	3,7	8,6	3,1	2,1
Investissement résidentiel	-14,6	13,0	-7,1	-0,3	6,5	5,5	5,7	4,6	-11,2	-9,1	3,4
Investissement fixe non résidentiel	1,9	1,3	1,6	0,6	0,1	2,2	2,2	1,3	8,0	0,9	1,2
• Structures non résidentielles	8,7	0,6	1,0	-0,2	-1,3	0,7	1,0	-0,4	8,3	5,9	0,0
• Matériel et outillage	-9,6	2,7	2,7	2,1	2,5	4,9	4,3	4,2	7,4	-7,4	3,3
Consommation et investissements gouvernementaux	0,6	-0,8	0,8	1,4	0,7	1,0	1,2	1,4	2,0	1,1	0,9
Exportations de biens et de services	10,1	3,0	0,0	1,4	3,1	3,8	4,6	4,2	2,8	5,4	2,8
Importations de biens et de services	0,9	3,2	0,9	2,4	3,0	4,2	3,6	4,0	7,5	-0,1	3,0
Prix											
Indice des prix à la consommation (sur 12 mois)	5,2	3,4	3,0	2,6	2,7	2,5	2,3	2,2	6,6	2,6	2,2
Indice des prix implicite du PIB (sur 12 mois)	1,4	-1,2	0,4	1,6	1,9	1,9	2,1	2,0	4,1	1,6	2,0
Marché du travail											
Emploi	4,7	0,9	0,3	0,7	1,0	1,4	1,6	1,6	4,0	2,1	1,0
Taux de chômage (%)	5,0	5,2	5,4	5,6	5,6	5,6	5,5	5,5	5,3	5,3	5,6

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée.
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, **16 juin 2023**.

Indicateurs des marchés financiers

	2023				2024				2022	Prévision 2023	Prévision 2024
	T1	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.			
Taux d'intérêt (%)											
Taux cible du financement à un jour	4,42	4,58	5,00	5,00	4,75	4,50	4,25	4,00	3,75	5,00	4,00
Bon du Trésor à 3 mois	4,63	4,68	5,02	5,00	4,73	4,48	4,23	3,97	4,20	5,00	3,97
Billet gouv. Canada 1 an	4,83	4,78	5,20	5,22	4,99	4,78	4,54	4,30	4,36	5,22	4,30
Billet gouv. Canada 2 ans	4,30	4,12	4,48	4,57	4,47	4,36	4,23	4,08	3,93	4,57	4,08
Billet gouv. Canada 5 ans	3,77	3,52	3,96	4,17	4,21	4,21	4,17	4,11	3,32	4,17	4,11
Billet gouv. Canada 10 ans	3,03	3,37	3,78	4,01	4,09	4,14	4,15	4,13	3,18	4,01	4,13
Écart de la courbe de taux (points de pourcentage)											
3 mois par rapport à 10 ans	-1,60	-1,31	-1,24	-0,99	-0,64	-0,34	-0,08	0,16	0,37	-0,66	0,53
2 ans par rapport à 10 ans	-1,27	-0,74	-0,70	-0,56	-0,38	-0,23	-0,08	0,05	-0,75	-0,56	0,05
Taux de change											
\$ US/\$ CA (\$ CA)	1,32	1,35	1,37	1,33	1,29	1,25	1,23	1,22	1,36	1,33	1,22
\$ CA/\$ US (\$ US)	0,74	0,74	0,73	0,75	0,78	0,80	0,82	0,82	0,74	0,75	0,82

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, **16 juin 2023**.

Collaborateurs

Services-conseils en économie

Comptant des leaders dans les domaines de la macroéconomie, de la microéconomie, de l'analyse des politiques et des réglementations, du développement économique, de l'analytique et de la modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour résoudre les enjeux de politiques et d'affaires les plus complexes d'aujourd'hui.



Dawn Desjardins
Économiste en chef
Services-conseils en économie



Matthew Stewart
Directeur de service
Conseils financiers



Alicia Macdonald
Directrice principale
Conseils financiers



Mikayla Schoel
Coassociée
Services-conseils en économie



Anna Feng
Coassociée
Services-conseils en économie



Madison MacKinnon
Analyste
Services-conseils en économie



Pablo Alegria
Analyste, Conseils financiers
Services-conseils en économie



www.deloitte.ca

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500MD par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir

www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).